

Expert en relations et coopérations internationales

RNCP39853 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Code(s) NSF	128, 346
Formacode(s)	13027, 32136, 13121, 42803
Code(s) ROME	K1704, K1404, K1405
Type d'enregistrement	Enregistrement sur demande
Date d'enregistrement	28/11/2024
Date d'échéance	28/11/2029

Certificateur(s)

MBA INSTITUTE · SIRET : 50388652500024

CENTRE ETUDES EUROPEEN RHONE ALPES · SIRET : 37815351400021

CENTRE D'ETUDES EUROPEEN DU SUD OUEST · SIRET : 33764282100074

CENTRE D'ETUDES EUROPEEN MEDITERRANEE · SIRET : 97855127300011

CENTRE D'ETUDES EUROPEEN OUEST · SIRET : 91487009200022

Partenaires habilités

5 organismes habilités, d'après la liste publiée par France compétences : 5 à former et organiser l'évaluation.

Organisme	SIRET	Habilitation
CENTRE D'ETUDES EUROPEEN DU SUD OUEST	33764282100074	Former et organiser l'évaluation
CENTRE D'ETUDES EUROPEEN MEDITERRANEE	97855127300011	Former et organiser l'évaluation
CENTRE D'ETUDES EUROPEEN OUEST	91487009200022	Former et organiser l'évaluation
CENTRE ETUDES EUROPEEN RHONE ALPES	37815351400021	Former et organiser l'évaluation
MBA INSTITUTE	50388652500024	Former et organiser l'évaluation

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

L'expert en relations et coopérations internationales est à la fois un chef de projet et un diplomate au sein d'institutions gouvernementales ou non gouvernementales¹, d'institutions publiques décentralisées (collectivités territoriales) ou au sein d'entreprises publiques et privées sur le périmètre national et international.

ACTIVITÉS VISÉES

Mise en place d'un système de veille stratégique et économique au service d'une organisation ou d'une institution privée/publique ou une ONG

Traitement des données recueillies et présentation de la veille stratégique et économique sur le plan international

Présentation des résultats de la veille et des acquis de l'intelligence stratégique et économique

Accompagnement dans la conduite d'une politique de coopération internationale avec des acteurs publics étrangers, au niveau de l'Etat ou d'une collectivité territoriale

Soutien dans la mise en œuvre d'une stratégie de développement international

Recherche et élaboration d'un plan de financement d'une politique de coopération ou d'une stratégie de développement international

Conduite opérationnelle d'un projet international d'une entreprise

Management fonctionnel d'une équipe multiculturelle dans le cadre d'un projet à l'international

Définition d'une stratégie de communication et d'influence en direction des acteurs institutionnels

Evaluation d'une situation de crise (dont crise cyber) dans sa complexité au niveau national, régional ou local

Contribution à la construction des réponses stratégiques d'apaisement et de réconciliation

Définition, mise en œuvre et évaluation d'un plan de gestion de crise au sein d'une institution du domaine économique ou de défense, d'une entreprise ou d'une organisation internationale

Activités complémentaires en fonction du parcours choisi par le candidat :

Option 1 - Conduire une politique d'attractivité et de soutien à l'internationalisation des entreprises

Conduite d'une politique d'attractivité au niveau d'un pays ou d'une région/ville ou d'une entreprise au service de son développement économique, auprès d'acteurs étrangers

Conduite d'une politique de soutien et d'accompagnement dans l'internationalisation des PME, ETI, start-up et des grandes entreprises

Conduite de la diplomatie économique et d'influence par des événements et de rencontres officielles

Option 2 - Conseiller en politique ou en coopération de défense et sécurité internationale

Conduite d'une politique générale de défense ou de sécurité internationale dont la cybersécurité

Participation à la construction d'une stratégie de défense ou de sécurité internationale

Conseil dans la définition et mise en œuvre d'une stratégie technologique et/ou industrielle de défense ou de sécurité internationale dans le cadre d'une coopération de défense et sécurité internationale

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Définir une approche globale de veille stratégique et économique afin de prendre en compte toutes les données (notamment sociétales et environnementales) pouvant agir sur une situation à traiter et ancrer une culture d'intelligence stratégique et économique au sein de l'organisation ou de l'institution

Structurer la recherche, la mise en place de la veille, du recueil en déterminant les axes majeurs de la recherche, en utilisant les outils de recherche appropriés (dont l'IA), en catégorisant la donnée à recueillir ainsi que les différentes sources à exploiter et en sélectionnant les domaines à approfondir

Sécuriser le recueil des données en s'appuyant sur les différentes techniques propres à la méthodologie de traitement des données choisie, en tenant compte des langues de référence et en respectant le RGPD

Analyser le contenu de l'ensemble des données recueillies ainsi que les flux numériques en provenance des différents outils de recherches utilisés (dont l'IA) afin de mettre à jour de nouvelles sources de développement et identifier des opportunités

Diagnostiquer la situation d'un pays ou d'une région en vue d'identifier les acteurs présents, les décideurs politiques de la société civile et de spécifier les enjeux en évaluant d'une part les évolutions en cours au regard du pays/secteur et/ou de l'organisation, des politiques publiques en place et d'autre part, les stratégies internationales des acteurs gouvernementaux et infra-gouvernementaux, leurs objectifs, leurs méthodes et les positions des acteurs multilatéraux et, en plaçant les faits et prises de décisions dans leurs contextes

Cartographier les risques pays en effectuant un croisement et recoupement de données et en les mettant en perspective les unes avec les autres en vue de proposer des axes d'orientation à privilégier

Synthétiser l'ensemble des données en les hiérarchisant selon leur valeur et leur importance, en vue de présenter les résultats de la veille en respectant les règles propres au mode de présentation attendu et en détaillant une argumentation étayant le diagnostic effectué

Mener une analyse critique dans la formulation de recommandations tenant compte de l'ensemble des analyses afin de faciliter la prise de décision et renforcer l'activité de l'organisation ou institution représentée

En vue d'accompagner l'organisation ou l'institution représentée dans la conduite d'une politique de coopération internationale, élaborer un projet d'accord de coopération en tenant compte des besoins et des intérêts de l'organisation représentée (Etat/institutions internationales) et de ses partenaires et en rédigeant une note de cadrage

Organiser les rencontres internationales, telles que rencontres ministérielles, rencontres de présidents de conseil régional, métropole ou ville, entretiens et visites de sites ainsi que le communiqué de presse afin de participer à la concrétisation et mise en œuvre d'un projet de coopération internationale

Soutenir une stratégie de développement international d'une organisation internationale, d'une ONG ou d'une entreprise, en identifiant les acteurs nécessaires et en analysant leur politique (y compris sociétales et

environnementales) et leurs instruments pour en mesurer l'efficacité

Déterminer l'organisation (bureau technique, bureau de représentation, filiale etc.) et la forme juridique les plus adéquates pour le développement d'une organisation internationale, d'une ONG ou d'une entreprise en fonction des objectifs à atteindre et des contraintes de l'organisation

Organiser le financement d'un projet en faisant appel à l'ensemble des outils (dont financement bancaire, financement concessionnel, financements européen et multilatéraux, financements d'aide au développement)

Proposer et coordonner la mise en place d'un partenariat international sous des formes variées (dont les partenariats public-privés) permettant de renforcer le positionnement de l'entreprise grâce à des financements adaptés au projet de développement considéré

Afin de conduire de manière opérationnelle un projet international et faire adhérer les différents services de l'entreprise, qualifier le projet en fonction des enjeux auxquels il est relié et le positionner dans l'organisation interne

En vue de garantir la réalisation du projet avec les résultats escomptés et dans les délais fixés, définir le planning de réalisation avec les outils techniques de suivi ; la maîtrise des techniques de la gestion de projet et du marketing international

Mobiliser un réseau de parties prenantes (acteurs et de partenaires externes) ciblé, national et international, en fonction de leur rôle, leurs compétences et enjeux respectifs pour le déploiement du projet à l'international

Organiser la conduite d'un projet pour chacune des étapes (conception, négociations, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation et diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif, en prenant en considération des différences culturelles, les enjeux sociétaux et environnementaux et la question du handicap.

Définir des modes de communication entre les équipes multiculturelles en vue d'en fédérer et animer les acteurs

Identifier les écarts observés comparés aux résultats attendus par la mise en place d'un système d'évaluation en vue d'assurer le reporting auprès des directions concernées et proposer des ajustements et mesures correctives

En vue de défendre les intérêts d'une organisation, institution et/ou entreprise et de l'accompagner dans son développement à l'international, proposer des actions de lobbying à partir de la compréhension de la communication institutionnelle propre à l'entreprise, l'analyse de la politique étrangère d'un Etat, d'une institution régionale/internationale y compris de l'Union Européenne

Appréhender les relations d'influence entre les différents acteurs internes et externes, les mécanismes d'influence (communication, lobbying, manipulation, déstabilisation etc.) ainsi que les différents leviers possibles dans un cadre éthique et légal

Analyser les crises (dont les crises cyber) afin de cartographier les conséquences internes, régionales et internationales (dont déplacement de population, famines, exactions contre des minorités ou violences sexuelles) en prenant en compte les dimensions physiques, cognitives et informationnelles

En vue d'anticiper les crises, proposer une politique et ses outils juridiques à partir de l'identification dans chaque situation et chaque zone les acteurs, les facteurs de déstabilisation, les forces d'équilibre et de modération, les sources de communication publiques

Identifier les outils de communication appropriés en vue d'organiser, de structurer et diffuser les informations adaptées vers les acteurs cibles en interne, le public externe et les autorités de régulation

Construire un plan de communication institutionnelle et de communication en situation de crise à partir du traitement de l'information issue de l'analyse du contexte médiatique, des tendances d'opinion et des risques éventuels encourus par l'organisation/institution, de manière à limiter toute déformation d'actualité et parer à la diffusion dans les réseaux sociaux d'informations susceptibles de déstabiliser le public

Préconiser un plan de gestion de crise national et/ou international en planifiant la continuité des activités de l'organisation afin de garantir la résilience de l'organisation

En vue de définir une politique de gestion de crise au sein d'une institution du domaine économique ou de défense, d'une entreprise ou d'une organisation internationale, formaliser des procédures de gestion de crise en adéquation avec d'éventuels plans publics de crise nationaux ou internationaux

Organiser une cellule de crise en mobilisant les bonnes personnes et définissant les responsabilités de chacun, voire d'autres parties prenantes, en support de la gestion de crise en prenant en considération la question du handicap, en vue d'animer au sein d'une entreprise ou d'une institution une politique de gestion de crise

Coordonner l'animation de la cellule de crise ; la formation aux procédures et leur diffusion à tous les niveaux de l'organisation ; la tenue de réunions décisionnelles en situation de crise et enfin l'exploitation des différents outils techniques de gestion de crise

Evaluer les réponses à une crise au niveau des outils, de la communication et la coordination de moyens humains en vue de proposer des processus d'amélioration et d'actualisation des scénarii de gestion de crise de l'organisation

représentée

Blocs de compétences

RNCP39853BC01 — Conduire un diagnostic en intelligence stratégique et économique sur les enjeux internationaux

LISTE DE COMPÉTENCES

Définir une approche globale de veille stratégique et économique afin de prendre en compte toutes les données (notamment sociétales et environnementales) pouvant agir sur une situation à traiter et ancrer une culture d'intelligence stratégique et économique au sein de l'organisation ou de l'institution

Structurer la recherche, la mise en place de la veille, du recueil en déterminant les axes majeurs de la recherche, en utilisant les outils de recherche appropriés (dont l'IA), en catégorisant la donnée à recueillir ainsi que les différentes sources à exploiter et en sélectionnant les domaines à approfondir

Sécuriser le recueil des données en s'appuyant sur les différentes techniques propres à la méthodologie de traitement des données choisie, en tenant compte des langues de référence et en respectant le RGPD

Analyser le contenu de l'ensemble des données recueillies ainsi que les flux numériques en provenance des différents outils de recherches utilisés (dont l'IA) afin de mettre à jour de nouvelles sources de développement et identifier des opportunités en utilisant des méthodes et modèles de diagnostic et en s'assurant de la fiabilité des sources et méthodes (notamment celles issues de l'IA)

Diagnostiquer la situation d'un pays ou d'une région en vue d'identifier les acteurs présents, les décideurs politiques de la société civile et de spécifier les enjeux en évaluant d'une part les évolutions en cours au regard du pays/secteur et/ou de l'organisation, des politiques publiques en place et d'autre part, les stratégies internationales des acteurs gouvernementaux et infra-gouvernementaux, leurs objectifs, leurs méthodes et les positions des acteurs multilatéraux et, en plaçant les faits et prises de décisions dans leurs contextes

Cartographier les risques pays en effectuant un croisement et recoupement de données et en les mettant en perspective les unes avec les autres en vue de proposer des axes d'orientation à privilégier

Synthétiser l'ensemble des données en les hiérarchisant selon leur valeur et leur importance, en vue de présenter les résultats de la veille en respectant les règles propres au mode de présentation attendu et en détaillant une argumentation étayant le diagnostic effectué

Mener une analyse critique dans la formulation de recommandations tenant compte de l'ensemble des analyses afin de faciliter la prise de décision et renforcer l'activité de l'organisation ou institution représentée

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Dossier écrit et mise en situation professionnelle orale

RNCP39853BC02 — Elaborer et conduire une politique de coopération internationale

LISTE DE COMPÉTENCES

En vue d'accompagner l'organisation ou l'institution représentée dans la conduite d'une politique de coopération internationale, élaborer un projet d'accord de coopération en tenant compte des besoins et des intérêts de l'organisation représentée (Etat/institutions internationales) et de ses partenaires et en rédigeant une note de cadrage

Organiser les rencontres internationales, telles que rencontres ministérielles, rencontres de présidents de conseil régional, métropole ou ville, entretiens et visites de sites ainsi que le communiqué de presse afin de participer à la concrétisation et mise en œuvre d'un projet de coopération internationale

Soutenir une stratégie de développement international d'une organisation internationale, d'une ONG ou d'une entreprise, en identifiant les acteurs nécessaires et en analysant leur politique (y compris sociétales et environnementales) et leurs instruments pour en mesurer l'efficacité

Déterminer l'organisation (bureau technique, bureau de représentation, filiale etc.) et la forme juridique les plus adéquates pour le développement d'une organisation internationale, d'une ONG ou d'une entreprise en fonction des objectifs à atteindre et des contraintes de l'organisation

Organiser le financement d'un projet en faisant appel à l'ensemble des outils (dont financement bancaire, financement concessionnel, financements européen et multilatéraux, financements d'aide au développement)

Proposer et coordonner la mise en place d'un partenariat international sous des formes variées (dont les partenariats public-privés) permettant de renforcer le positionnement de l'entreprise grâce à des financements adaptés au projet de développement considéré

MODALITÉS D'ÉVALUATION

RNCP39853BC03 — Piloter un projet à l'international

LISTE DE COMPÉTENCES

Afin de conduire de manière opérationnelle un projet international et faire adhérer les différents services de l'entreprise, qualifier le projet en fonction des enjeux auxquels il est relié et le positionner dans l'organisation interne
En vue de garantir la réalisation du projet avec les résultats escomptés et dans les délais fixés, définir le planning de réalisation avec les outils techniques de suivi et la maîtrise des techniques de la gestion de projet et du marketing international

Mobiliser un réseau de parties prenantes (acteurs et de partenaires externes) ciblé, national et international, en fonction de leur rôle, leurs compétences et enjeux respectifs pour le déploiement du projet à l'international

Organiser la conduite d'un projet pour chacune des étapes (conception, négociations, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation et diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif, en prenant en considération des différences culturelles, les enjeux sociétaux et environnementaux et la question du handicap

Définir des modes de communication entre les équipes multiculturelles en vue d'en fédérer et animer les acteurs

Identifier les écarts observés comparés aux résultats attendus par la mise en place d'un système d'évaluation en vue d'assurer le reporting auprès des directions concernées et proposer des ajustements et mesures correctives

En vue de défendre les intérêts d'une organisation, institution et/ou entreprise et de l'accompagner dans son développement à l'international, proposer des actions de lobbying à partir de la compréhension de la communication institutionnelle propre à l'entreprise, l'analyse de la politique étrangère d'un Etat, d'une institution régionale/internationale y compris de l'Union Européenne

Appréhender les relations d'influence entre les différents acteurs internes et externes, les mécanismes d'influence (communication, lobbying, manipulation, déstabilisation etc.) ainsi que les différents leviers possibles dans un cadre éthique et légal

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Mise en situation professionnelle avec rapport écrit et soutenance orale

RNCP39853BC04 — Assurer des missions de conseil et de soutien en situation de crise sur le plan international

LISTE DE COMPÉTENCES

Analyser les crises (dont les crises cyber) afin de cartographier les conséquences internes, régionales et internationales (dont déplacement de population, famines, exactions contre des minorités ou violences sexuelles) en prenant en compte les dimensions physiques, cognitives et informationnelles

En vue d'anticiper les crises, proposer une politique et ses outils juridiques à partir de l'identification dans chaque situation et chaque zone les acteurs, les facteurs de déstabilisation, les forces d'équilibre et de modération, les sources de communication publiques

Identifier les outils de communication appropriés en vue d'organiser, de structurer et diffuser les informations adaptées vers les acteurs cibles en interne, le public externe et les autorités de régulation

Construire un plan de communication institutionnelle et de communication en situation de crise à partir du traitement de l'information issue de l'analyse du contexte médiatique, des tendances d'opinion et des risques éventuels encourus par l'organisation/institution, de manière à limiter toute déformation d'actualité et parer à la diffusion dans les réseaux sociaux d'informations susceptibles de déstabiliser le public

Préconiser un plan de gestion de crise national et/ou international en planifiant la continuité des activités de l'organisation afin de garantir la résilience de l'organisation

En vue de définir une politique de gestion de crise au sein d'une institution du domaine économique ou de défense, d'une entreprise ou d'une organisation internationale, formaliser des procédures de gestion de crise en adéquation avec d'éventuels plans publics de crise nationaux ou internationaux

Organiser une cellule de crise en mobilisant les bonnes personnes et définissant les responsabilités de chacun, voire d'autres parties prenantes, en support de la gestion de crise en prenant en considération la question du handicap, en vue d'animer au sein d'une entreprise ou d'une institution une politique de gestion de crise

Coordonner l'animation de la cellule de crise ; la formation aux procédures et leur diffusion à tous les niveaux de l'organisation ; la tenue de réunions décisionnelles en situation de crise et enfin l'exploitation des différents outils techniques de gestion de crise

Evaluer les réponses à une crise au niveau des outils, de la communication et la coordination de moyens humains en

vue de proposer des processus d'amélioration et d'actualisation des scénarii de gestion de crise de l'organisation représentée

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Etude de cas

RNCP39853BC05 — Conduire une politique d'attractivité et de soutien à l'international des entreprises - Bloc optionnel

LISTE DE COMPÉTENCES

A partir de la veille et l'analyse sectorielle menée en amont, identifier les acteurs de l'attractivité et les cartographier selon leurs rôles en vue de promouvoir l'attractivité d'un pays ou d'une région auprès des investisseurs étrangers
Mener des négociations pour faire entrer des partenaires étrangers (industriels ou financiers) dans un projet national, et pour formaliser un contrat

En vue de renforcer le positionnement des entreprises face à la concurrence internationale, organiser le soutien sous toutes ses formes dont politique, financier et accompagner les entreprises en fonction de leur statut et objet

Maîtriser les nouveaux modes d'intervention et les nouveaux engagements internationaux (dont les engagements liés à l'environnement) en vue de mieux conseiller les entreprises

Traiter la donnée sur l'accès au marché pour faciliter l'entrée sur un marché étranger en prenant en compte les politiques commerciales internationales (dont libre échange, protectionnisme, souverainisme industriel) et les droits de propriété intellectuelle

Définir une stratégie d'influence en interne et en externe afin de développer la notoriété/visibilité et l'attractivité de l'organisation et/ou entreprises nationale à l'international

Mettre en œuvre la stratégie d'influence avec tous les outils de la diplomatie économique (dont participation aux salons, financement export, accompagnement individualisé à l'international)

Organiser des événements (colloques, séminaires, conférences et cérémonies ...) et conduire des visites officielles à l'étranger permettant de soutenir et développer des projets économiques

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Etude de cas avec mise en situation et rapport écrit

RNCP39853BC06 — Conseiller en politique ou en coopération de défense et sécurité internationale - Bloc optionnel

LISTE DE COMPÉTENCES

Afin de promouvoir une politique de défense et de sécurité notamment en vue de lutter contre la cybercriminalité et assurer la protection des données et des infrastructures vitales, identifier des mécanismes de sécurité collective et des modes de coopérations au sein d'organisations et d'alliances internationales et régionales et des instruments de missions politiques et militaires, de médiation et de sanction pertinents pour l'organisation représentée

Conseiller l'organisation représentée dans les guerres de l'information afin d'assurer la sécurité des systèmes d'information et du cyberspace et pouvoir lier les fonctions stratégiques traditionnelles avec la "sixième fonction stratégique" (influence)

Analyser les contextes géopolitiques et géostratégiques ainsi que les enjeux communs/partagés/projetés des différents acteurs en vue de contribuer à la définition d'une stratégie de défense en tenant compte des évolutions de la pensée et de la doctrine stratégique notamment en matière nucléaire

Proposer des objectifs politiques et militaires ainsi que des processus décisionnels relatifs à une opération planifiée interarmées et/ou interalliée en s'appuyant sur des mécanismes de sécurité collective (OTAN ou union européenne)

Réaliser une étude prospective pour proposer une stratégie étatique ou industrielle quant à la conception, la fabrication ou l'acquisition d'armements ou d'outils de sécurité

Conseiller la structure représentée dans ses choix d'une stratégie technologique/industrielle de défense ou de sécurité internationale en tenant compte des particularités des marchés de défense et de sécurité, du périmètre et des enjeux de la BITD (base industrielle et technique de défense) et spécificités du fonctionnement institutionnel/lien entreprises-administrations des principaux exportateurs d'armements

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Etude de cas avec mise en situation et rapport écrit

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

L'expert en relations et coopérations internationales (sous ces différentes appellations possibles telles que citées précédemment) peut exercer aussi bien dans le secteur public que dans le privé, en France comme à l'international.

Les différents secteurs:

En institutions de l'administration centrale (ministère de l'Europe et des affaires étrangères ; ministère de l'Intérieur, ministère des Armées, ministère de l'Économie, des finances, de la relance et de la souveraineté numérique) ;

Ministères « techniques » pour les coopérations spécialisées (agriculture, écologie, transports, etc...) ;

En ambassade (chancellerie diplomatique, service économique, mission militaire, service de coopération et d'action culturelle, service de communication, autres services spécialisés) ou dans un bureau de Business France/Atout France à l'étranger?;

Dans une chambre de commerce et d'industrie en Région ou à l'étranger ;

Dans une institution financière publique[1] en France ou à l'étranger ;

Siège des agences Business France, Atout France et Expertise France ;

Dans une institution européenne;

Dans une organisation internationale, une institution de l'ONU, une organisation de la société civile où il a pour mission de concevoir et mettre en place un projet à l'international?;

Dans une collectivité territoriale, en France ou à l'étranger ;

Dans les grandes entreprises/structures privées ;

Dans une start-up à l'export ;

Dans une fédération professionnelle en France ou à Bruxelles auprès des institutions européennes?;

Dans un cabinet de conseil (stratégie et développement à l'international, sécurité, analyse de risques, gestion de crise, lutte anti-fraude et intelligence économique et stratégique), ou dans un Think tank à vocation internationale, en France ou à l'étranger.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

En fonction des missions qui lui sont confiées, ainsi que des institutions ou des entreprises dans lesquelles il(elle) évolue, l'Expert en relations et coopérations internationales peut prendre différentes appellations.

Les intitulés de postes sont principalement

Chargé de mission relations internationales

Chargé de mission relations institutionnelles et affaires européennes

Chargé des affaires européennes et internationales

Coordinateur de projet

Analyste (ministère des affaires étrangères, ministère de l'Intérieur, DGSI, ministère des Armées, DGSE, DRM, ministère de l'Économie, des finances et de la relance et de la souveraineté numérique)

Analyste/Consultant intelligence économique

Rédacteur

Attaché économique, attaché commercial

Auditeur en Cybersécurité

Consultante en affaires internationales

Consultante en Cybersécurité

Consultant/Consultant(e) junior en relations internationales

Consultant en développement international

Enseignant Ingénieur pédagogique en relations internationales ou dans un établissement d'enseignement supérieur

Marché du travail

La DARES et France Travail ne publient aucun indicateur sur les familles professionnelles auxquelles ce périmètre se rattache.

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Apprentissage

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

Etre titulaire d'un niveau 6 ou équivalent

dans un des domaines suivants :

Des relations internationales ;

D'affaires publiques ;

Du droit européen et international ;

De l'économie internationale ;

De géopolitique ou d'histoire des relations internationales.

Le candidat doit disposer d'un niveau d'anglais professionnel.

Pour accéder au dispositif de la certification en admission parallèle directement en 2ème année du parcours de formation le candidat doit être titulaire d'un niveau 6 ou équivalent dans les domaines d'enseignement en lien avec les domaines des relations internationales, de l'économie internationale et du droit européen ou international.

Le candidat doit disposer d'un niveau d'anglais professionnel.

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

Le jury est composé de 6 membres dont 3 professionnels externes du secteur

COMPOSITION DU JURY — APPRENTISSAGE

Président du jury (personnalité extérieure, directeur ou chef d'entreprise du secteur) ;

Directeur/co-directeur du Titre ;

2 membres intervenant dans le Titre ;

2 professionnels externes du secteur.

COMPOSITION DU JURY — VAE

Président du jury (professionnel externe, directeur ou chef d'entreprise du secteur) ;

1 professionnel externe du secteur ;

1 membre de l'organisme de formation.

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	11 380 €
Selon la branche	6 500 € – 12 000 €
Prise en charge	Branches concernées
11 380 €	Valeur par défaut · 183 branches
7 280 €	COPANIEF - Fabricant de sucres, CPNE Boulangerie-pâtisserie industrielles, CPNE Branche ITV, CPNE des MFR, CPNE des Vins et Spiritueux
12 000 €	CPNE Transport aérien : personnel au sol, CPNE Travail Temporaire, CPNE de l'édition de livres, de l'édition phonographique et de l'édition de musique, CPNEF de la Publicité, CPNEF de la presse et des agences de presse
9 000 €	CPNE Banque, CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil
10 884 €	CPNEFP des industries des jeux, jouets, articles de fêtes et ornements de Noël, articles de puériculture et voitures d'enfants, modélisme et industries connexes
8 520 €	CPNE de la branche des experts comptables et commissaires aux comptes
8 060 €	CPNFPE des sociétés d'assurances
7 000 €	CPNEFP de la métallurgie
6 500 €	CPNEFP Carrières et matériaux

Base légale

Date de décision	28/11/2024
Durée de l'enregistrement	5 ans
Date d'échéance de l'enregistrement	28/11/2029
Date de dernière délivrance possible	28/11/2033

Statistiques

Année	Certifiés	Dont VAE	Insertion 6 mois	Métier 2 ans
2023	23	0	84 %	—
2020	68	0	94 %	52 %
2019	60	0	97 %	67 %

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS

RNCP37505

CORRESPONDANCES (PAR BLOCS)

RNCP37505

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/39853/>

Se former en apprentissage

Formations en apprentissage	2
Organismes gestionnaires (CFA)	1
Organismes formateurs	1
Régions couvertes	1
Départements couverts	1
Organismes certifiés Qualiopi	1
Sessions	de 09/2025 à 08/2027

Catalogue des formations en apprentissage — réseau des Carif-Oref. Sans frais pour l'alternant : formation financée par l'OPCO de la branche (NPEC).